

Cette unité d'enseignement est classée au niveau de l'enseignement secondaire supérieur de transition de promotion sociale.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2018.

Bruxelles, le 28 mars 2018.

I. SIMONIS,

Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse, des Droits des Femmes et de l'Égalité des Chances

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/30825]

**28 MAART 2018. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van het referentiedossier van de onderwijseenheid « Taal : XX - gesprekatelier - UE3 » (code 73XX43U21D1) gerangschikt op het gebied van het hoger secundair doorstromingsonderwijs van het onderwijs voor sociale promotie**

De Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschap van 16 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie, inzonderheid op artikel 137;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 27 april 1992 houdende bevoegdheids-overdracht inzake het onderwijs voor sociale promotie;

Gelet op het eensluidend advies van de Algemene Raad voor onderwijs voor sociale promotie van 22 februari 2018,

Besluit :

**Artikel 1.** Het referentiedossier van de onderwijseenheid « Taal : XX - gesprekatelier - UE3 » (code 73XX43U21D1) wordt goedgekeurd.

Deze onderwijseenheid wordt gerangschikt op het gebied van het hoger secundair doorstromingsonderwijs van het onderwijs voor sociale promotie.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking op 1 mei 2018.

Brussel, 28 maart 2018.

I. SIMONIS,

Minister van Onderwijs voor Sociale Promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/201989]

**29 MARS 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération et l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 relatif aux certificats et labels de garantie d'origine pour les gaz issus de renouvelables**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les articles 37, § 1<sup>er</sup>, 38 et 43 modifiés par les décrets du 4 octobre 2007, du 27 mars 2014 et du 11 mars 2016;

Vu le décret du 19 décembre 2002 relatif à l'organisation du marché régional du gaz, les articles 32, 33<sup>quater</sup> à 36<sup>ies</sup>, 34 et 36, modifiés par les décrets du 17 juillet 2008 et du 21 mai 2015;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 relatif aux certificats et labels de garantie d'origine pour les gaz issus de renouvelables;

Vu la décision de la Commission du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, § 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides d'État sous forme de compensation de service public octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de service d'intérêt économique général;

Vu l'avis n° CD-16f16-CWaPE-1592 de la CWaPE, donné le 21 juin 2016;

Vu l'avis 59.913/4 du Conseil d'État, donné le 5 octobre 2016, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz*

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 mars 2006 relatif aux obligations de service public dans le marché du gaz, modifié par l'arrêté du 24 septembre 2015, est complété par le 13<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 13<sup>o</sup> " labels de garantie d'origine gaz issu de SER ", en abrégé "LGO gaz SER" : labels de garantie d'origine attribués par la CWaPE pour les gaz issus de sources d'énergie renouvelables qui sont produits et injectés en Région wallonne sur le réseau de distribution ou de transport de gaz naturel, en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 relatif aux certificats et labels de garantie d'origine pour les gaz issus de renouvelables. ».

**Art. 2.** Dans le chapitre III du même arrêté, il est inséré une section 4, comportant les articles 29<sup>ter</sup>, 29<sup>quater</sup>, 29<sup>quinquies</sup>, 29<sup>sexies</sup> et 29<sup>septies</sup>, rédigée comme suit :

" Section 4. En matière de protection de l'environnement

Art. 29<sup>ter</sup>. Le gestionnaire de réseau de distribution installe et exploite une cabine d'injection de gaz issu de sources d'énergie renouvelables, dénommé ci-après gaz SER, à la demande du producteur de ce gaz. Cette cabine comprend au minimum une installation de contrôle de qualité, de détente, d'odorisation, de comptage et d'injection. Cette cabine servira exclusivement à l'injection de gaz SER.

Le gestionnaire de réseau de distribution met à la disposition du producteur de ce gaz, au niveau de la cabine, les données du contrôle de qualité et de comptage. Le producteur de gaz SER met à disposition du gestionnaire de réseau de distribution au niveau de son point de contrôle, les données du contrôle de qualité et de comptage du gaz SER qu'il produit.

À la demande du producteur, le gestionnaire de réseau de distribution, en collaboration avec le gestionnaire de réseau de transport le cas échéant, remet une offre pour un poste de rebours, s'il est techniquement possible, vers un réseau de pression supérieure permettant d'absorber la quantité de gaz SER excédentaire injectée dans un réseau de pression inférieure, lorsque les consommations estimées sur ce réseau de pression inférieure sont insuffisantes pour permettre les injections prévues par le producteur.

Le gestionnaire de réseau de distribution répercute les coûts :

1<sup>o</sup> d'exploitation, en ce compris les coûts opérationnels éventuels liés au rebours vers un réseau de pression supérieure, au producteur sur la base d'un tarif périodique préalablement approuvé par la CWaPE;

2<sup>o</sup> d'installation de la cabine à l'ensemble des consommateurs.

Art. 29<sup>quater</sup>. Sur la base des capacités techniques et de la consommation locale de son réseau, le gestionnaire de réseau de distribution propose un contrat de raccordement pour l'injection de gaz SER au producteur de ce gaz.

Le contrat visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> comprend au minimum :

1<sup>o</sup> la capacité de production de l'installation ainsi que le volume de production annuelle de gaz SER estimé par le producteur;

2<sup>o</sup> le niveau de pression du gaz SER à l'entrée de la cabine d'injection et sa valeur minimale garantie par le producteur;

3<sup>o</sup> une estimation par le gestionnaire de réseau de distribution des débits horaire injectables depuis le point d'injection du producteur;

4<sup>o</sup> les caractéristiques du gaz SER produit, ainsi que les fréquences et modes d'analyse;

5<sup>o</sup> une description des intrants attendus et du processus de production du gaz SER;

6<sup>o</sup> la référence à une liste positive d'intrants autorisés, d'un point de vue technique, ainsi que de leur proportion maximale autorisée dans le mélange d'intrants. Cette liste d'intrants pourra se baser sur une liste de référence commune à l'ensemble des gestionnaires de réseaux de gaz approuvée par le Ministre après avis de la CWaPE et du Comité Transversal Biomasse. En l'absence d'une telle liste de référence, la liste d'intrants figurant au contrat sera établie d'un commun accord entre le gestionnaire de réseau et le producteur de gaz SER. De même, en fonction de certaines configurations particulières du réseau, le gestionnaire de réseau pourra, après motivation, s'écarter de la liste de référence;

7<sup>o</sup> les modalités de communication entre le producteur et le gestionnaire de réseau de distribution en ce qui concerne les périodes de non injection du producteur de gaz SER et d'indisponibilité de réseau;

8<sup>o</sup> les coûts de raccordement, en ce compris les coûts éventuels liés au rebours vers un réseau de pression supérieure.

Toute modification du processus de production, tout intrant non repris dans la liste positive évoquée ci-dessus ainsi que tout dépassement de la proportion maximale autorisée doit être notifié préalablement par le producteur au gestionnaire de réseau, à la CWaPE et fera l'objet d'une modification de contrat. En l'absence de notification préalable, le gestionnaire de réseau de distribution peut suspendre l'injection jusqu'à la modification du contrat.

Le modèle de contrat est soumis à la CWaPE pour approbation. Les contrats, conformes à ce modèle, conclus effectivement entre les parties sont notifiés à l'Administration et à la CWaPE pour information.

Art. 29quinquies. Tout producteur injectant du gaz SER transmet à la CWaPE pour le 15 février de chaque exercice, le bilan annuel de l'année précédente et l'état de la situation financière de l'activité comprenant les informations relatives à la production de gaz SER de l'année précédente, aux coûts d'exploitation et d'investissement. La CWaPE détermine, en concertation avec l'Administration, le format et le contenu de ce rapport.

Art. 29sexies. Le producteur garantit la qualité du gaz SER qu'il souhaite injecter dans le réseau. La qualité du gaz SER produit en vue de son injection est égale ou supérieure aux prescriptions relatives à la qualité minimale du gaz SER établies par Synergrid, approuvées et publiées par la CWaPE.

Art. 29septies. La CWaPE adresse au Gouvernement, pour le 30 juin de chaque exercice, un rapport annuel relatif à l'évolution des projets d'injection de gaz SER pour l'exercice précédent.

Le rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> :

1° intègre le potentiel de développement d'unités d'injection en fonction de la capacité des réseaux de distribution et de transport;

2° analyse l'équilibre du marché à la lumière de la balise suivante :

le coût total d'installation des cabines d'injection de gaz SER n'entraîne pas un dépassement de plus de 0,3 % du revenu total des gestionnaires de réseau de distribution, pour l'activité de distribution de gaz naturel en Région wallonne, sur base annuelle.

Dans les conclusions du rapport visé à l'alinéa 1<sup>er</sup>, la CWaPE propose, en cas de non-respect de la balise, une adaptation du mécanisme de soutien aux cabines d'injection pour les futures installations. ».

CHAPITRE II. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération*

Art. 3. L'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 30 novembre 2006 relatif à la promotion de l'électricité produite au moyen de sources d'énergie renouvelables ou de cogénération, modifié par l'arrêté du 26 novembre 2015, est complété par le 22° rédigé comme suit :

« 22° " labels de garantie d'origine gaz issu de SER ", en abrégé "LGO gaz SER" : labels de garantie d'origine attribués par la CWaPE pour les gaz issus de sources d'énergie renouvelables qui sont produits et injectés en Région wallonne sur le réseau de distribution ou de transport de gaz naturel, en application de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 relatif aux certificats et labels de garantie d'origine pour les gaz issus de renouvelables. ».

Art. 4. L'article 15, § 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 décembre 2007, est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le producteur d'électricité verte qui utilise du gaz naturel comme combustible pour son installation de cogénération fossile via un raccordement au réseau de distribution ou de transport de gaz naturel, peut utiliser des LGO gaz SER issus d'unités de production de gaz SER injectant sur les réseaux de distribution et de transport en Région wallonne en vue d'obtenir un taux d'octroi de certificats verts additionnels, prenant en compte la performance environnementale du gaz issu de renouvelables, dans le respect des dispositions prévues à l'article 15decies

La procédure d'utilisation des LGO gaz SER est publiée par la CWaPE sur son site internet conformément aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 relatif aux certificats et labels de garantie d'origine pour les gaz issus de renouvelables. ».

Art. 5. Dans le même arrêté, il est inséré un article 15decies rédigé comme suit :

« Art. 15decies. § 1<sup>er</sup>. Lorsqu'un producteur d'électricité verte de la filière cogénération fossile bénéficiant du mécanisme de soutien défini dans le présent arrêté souhaite utiliser des LGO gaz SER, en vue de bénéficier d'un taux d'octroi de certificats verts additionnels pour son site de production, le droit d'obtenir les certificats verts additionnels est subordonné à l'acceptation préalable par l'Administration d'un dossier de demande de réservation de certificats verts additionnels, introduit par le producteur de gaz issu de renouvelables visé à l'article 15, § 3, alinéa 3, disposant d'un mandat de représentation du producteur d'électricité verte, selon la procédure prévue à l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis, alinéa 2.

L'acceptation de la demande par l'Administration est conditionnée par la conclusion de contrats de fourniture de labels de garantie d'origine gaz SER entre le producteur de gaz issu de renouvelables et un ou plusieurs producteurs d'électricité verte. Pour bénéficier du taux d'octroi additionnel défini par le présent article, ces contrats sont conclus pour une durée minimale de deux ans et exprimée en multiple d'année complète.

L'Administration établit et publie sur son site internet la procédure d'introduction de ces demandes de réservation de certificats verts additionnels.

L'Administration traite le dossier de demande de réservation selon la procédure établie à l'article 15, § 1<sup>er</sup>bis. L'annexe 8 pour la filière biogaz fixe l'enveloppe à considérer par l'Administration pour la réservation des certificats verts additionnels.

La réservation des certificats verts est accordée par l'Administration pour une période maximale de 20 années et ce, tant que le producteur de gaz issu de renouvelables est couvert par un contrat avec un producteur d'électricité verte.

§ 2. Le calcul des certificats verts attribués à l'installation de cogénération fossile bénéficiant de la réservation des certificats verts additionnels se fait, pour le solde de la durée d'octroi, selon la formule suivante :

Certificats verts octroyés = E<sub>enp</sub> \* min (plafond; tCV, régime initial + tCV, additionnel)

Où

1° E<sub>enp</sub> = énergie électrique nette produite exprimée en MWh;

2° tCV, régime initial : taux d'octroi applicable selon le régime initial de l'installation de cogénération fossile;

3° tCV, additionnel : taux d'octroi de certificats verts additionnels déterminé suivant la méthodologie approuvée par le Gouvernement wallon sur proposition de la CWaPE, se basant sur la performance environnementale du gaz issu de renouvelables reprise sur les LGO gaz SER utilisés, la fraction du combustible de l'installation de production d'électricité verte substitué et les conditions de marché;

4° plafond : taux d'octroi maximum défini par l'article 38 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité. La somme des deux taux, soit le taux global dont bénéficie l'installation de production d'électricité verte, ne peut dépasser le plafond du taux d'octroi défini à l'article 38. ».

CHAPITRE III. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 relatif aux certificats et labels de garantie d'origine pour les gaz issus de renouvelables*

**Art. 6.** Dans l'article 10 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010 relatif aux certificats et labels de garantie d'origine pour les gaz issus de renouvelables, les mots « par MWh injecté » sont remplacés par les mots « par MWh injecté exprimé en pouvoir calorifique supérieur ».

**Art. 7.** Le Ministre de l'Energie est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 29 mars 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Energie, du Climat et des Aéroports,  
J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/201989]

**29. MÄRZ 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 über die Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 37 § 1, 38 und 43, abgeändert durch die Dekrete vom 4. Oktober 2007, vom 27. März 2014 und vom 11. März 2016;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 32, 33<sup>quater</sup> bis <sup>sexies</sup>, 34 und 36, abgeändert durch die Dekrete vom 17. Juli 2008 und vom 21. Mai 2015;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 über die Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen;

Aufgrund des Beschlusses der Kommission vom 20. Dezember 2011 über die Anwendung von Artikel 106 Absatz 2 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union auf staatliche Beihilfen in Form von Ausgleichsleistungen zugunsten bestimmter Unternehmen, die mit der Erbringung von Dienstleistungen von allgemeinem wirtschaftlichem Interesse betraut sind;

Aufgrund des am 21. Juni 2016 abgegebenen Gutachtens der CWaPE Nr. CD-16f16-CWaPE-1592;

Aufgrund des am 5. Oktober 2016 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 59.913/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt*

**Artikel 1** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. März 2006 über die Verpflichtungen öffentlichen Dienstes im Gasmarkt, abgeändert durch den Erlass vom 24. September 2015, wird durch eine Ziffer 13 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"13° "Gütezeichen zur Herkunftsgarantie Gas aus EEQ", kurz "GHG Gas aus EEQ": Gütezeichen mit Herkunftsgarantie, die von der CWaPE in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 über die Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen vergeben werden für Gas aus erneuerbaren Energiequellen, das in der Wallonischen Region erzeugt und in das Verteiler- oder Transportnetz für Erdgas eingespeist wird."

**Art. 2** - In Kapitel III desselben Erlasses wird ein Abschnitt 4, der die Artikel 29<sup>ter</sup>, 29<sup>quater</sup>, 29<sup>quinquies</sup>, 29<sup>sexies</sup> und 29<sup>septies</sup>, umfasst, mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Abschnitt 4 - In Sachen Umweltschutz

Art. 29<sup>ter</sup> - Der Verteilernetzbetreiber baut und betreibt auf Anfrage des Erzeugers von Gas aus erneuerbaren Energiequellen, nachstehend Gas aus EEQ genannt, eine Anlage zur Einspeisung dieses Gases. Diese Anlage umfasst mindestens eine Vorrichtung für die Qualitätskontrolle, die Entspannung, die Odorierung, die Messung und die Einspeisung des Gases. Diese Anlage dient ausschließlich der Einspeisung von Gas aus EEQ.

Der Verteilernetzbetreiber stellt dem Erzeuger dieses Gases für seine Anlage die Angaben der Qualitätskontrolle und der Messung zur Verfügung. Der Erzeuger von Gas aus EEQ stellt dem Verteilernetzbetreiber für seine Kontrollstelle die Angaben der Qualitätskontrolle und der Messung des von ihm erzeugten Gases aus EEQ zur Verfügung.

Auf Antrag des Erzeugers reicht der Betreiber des Verteilernetzes gegebenenfalls in Zusammenarbeit mit dem Betreiber des Übertragungsnetzes ein Angebot für einen Verdichter ein, um das Gas, insofern dies technisch machbar ist, in ein Netz mit einem höheren Druck einzuspeisen und so die in ein Netz mit einem niedrigerem Druck eingespeiste überschüssige Menge an Gas aus EEQ aufzunehmen, falls der geschätzte Verbrauch auf diesem Netz mit einem niedrigerem Druck nicht ausreicht, um die vom Erzeuger vorgesehenen Mengen aufzunehmen.

Der Verteilernetzbetreiber wälzt die Kosten wie folgt ab:

1° die Betriebskosten einschließlich der gegebenenfalls durch die Verdichtung zur Einspeisung in ein Netz mit einem höheren Druck anfallenden Betriebskosten werden auf den Erzeuger abgewälzt auf der Grundlage eines von der CWaPE genehmigten periodischen Tarifs;

2° die Kosten für den Bau der Anlage werden auf alle Verbraucher abgewälzt.

Art. 29<sup>quater</sup> - Auf der Grundlage der technischen Kapazitäten und des lokalen Verbrauchs auf seinem Netz schlägt der Betreiber des Verteilernetzes dem Erzeuger von Gas aus EEQ einen Anschlussvertrag für die Einspeisung dieses Gases vor.

Der in Absatz 1 erwähnte Vertrag umfasst wenigstens:

1° die Erzeugungskapazität der Anlage sowie das vom Erzeuger geschätzte jährliche Produktionsvolumen von Gas aus EEQ;

2° das Druckniveau des Gases aus EEQ am Eingang der Einspeiseanlage und den entsprechenden vom Erzeuger garantierten Mindestwert;

3° eine vom Verteilernetzbetreiber erstellte Schätzung der Stundenleistungen des eingespeisten Gases ab dem Einspeisungspunkt des Erzeugers;

4° die Eigenschaften des erzeugten Gases aus EEQ sowie die Häufigkeit und die Methode der Analysen;

5° eine Beschreibung der erwarteten Inputs und des Herstellungsprozesses des Gases aus EEQ;

6° die Bezugnahme auf eine positive Liste der vom technischen Standpunkt her erlaubten Inputs, sowie deren in den Inputgemischen erlaubter maximaler Anteil. Für diese Liste der Inputs kann eine gemeinsam von allen Betreibern von Gasnetzen verwendete und von dem Minister nach Gutachten der CWaPE und des bereichsübergreifenden Ausschusses für die Biomasse genehmigte Referenzliste als Grundlage dienen. In Ermangelung einer derartigen Liste wird die Liste der Inputs, die im Vertrag angegeben werden, einvernehmlich zwischen dem Netzbetreiber und dem Erzeuger von Gas aus EEQ erstellt. Gleichmaßen ist der Netzbetreiber in manchen Fällen besonderer Netzkonfigurationen berechtigt, von der Referenzliste abzuweichen, wobei er diese Abweichung zu begründen hat;

7° die Informationsverfahren zwischen dem Erzeuger und dem Verteilernetzbetreiber betreffend die Zeiträume, in denen der Erzeuger von Gas aus EEQ keine Einspeisung vornimmt, und in denen das Netz nicht verfügbar ist;

8° die Anschlusskosten, einschließlich der gegebenenfalls entstehenden Kosten für die Verdichtung zur Einspeisung in ein Netz mit einem höheren Druck.

Der Erzeuger ist verpflichtet, jede Änderung des Produktionsverfahrens, jedes Input, das nicht auf der oben erwähnten Liste steht, sowie jede Überschreitung des erlaubten Höchstanteils dem Netzbetreiber und der CWaPE vorab mitzuteilen, wobei der Vertrag jeweils angepasst wird. Erfolgt diese vorherige Mitteilung nicht, ist der Verteilernetzbetreiber berechtigt, die Einspeisung bis zur Anpassung des Vertrags zu stoppen.

Die Vertragsvorlage wird der CWaPE zur Genehmigung vorgelegt. Die dieser Vorlage entsprechenden Verträge, die tatsächlich zwischen den Parteien geschlossen wurden, werden der Verwaltung und der CWaPE zur Information übermittelt.

Art. 29<sup>quinquies</sup> - Jeder Erzeuger der Gas aus EEQ einspeist, übermittelt der CWaPE bis am 15. Februar eines jeden Geschäftsjahres die Jahresbilanz des vorherigen Jahres und die Finanzlage des Betriebs einschließlich der Informationen bezüglich der Erzeugung von Gas aus EEQ des vorherigen Jahres, der Betriebs- und Investitionskosten. Die CWaPE bestimmt in Absprache mit der Verwaltung die Form und den Inhalt dieses Berichts.

Art. 29<sup>sexies</sup> - Der Erzeuger garantiert die Qualität des Gases aus EEQ, das er in das Netz einspeisen möchte. Das im Hinblick auf die Einspeisung erzeugte Gas aus EEQ entspricht qualitativ wenigstens den von Synergrid festgelegten Vorschriften für Gas aus EEQ, die von der CWaPE genehmigt und veröffentlicht werden.

Art. 29<sup>septies</sup> - Die CWaPE übermittelt der Regierung bis am 30. Juni eines jeden Geschäftsjahres einen Jahresbericht über die Entwicklung der Projekte zur Einspeisung von Gas aus EEQ für das vorangegangene Geschäftsjahr.

In dem in Absatz 1 angeführten Bericht:

1° wird das Entwicklungspotential der Einheiten zur Einspeisung von Gas je nach Kapazität der Transport- und Verteilernetze integriert;

2° wird das Marktgleichgewicht unter Berücksichtigung des folgenden Leitwerts analysiert:

die Gesamtkosten für den Bau von Anlagen zur Einspeisung von Gas aus EEQ führen nicht zu einer Überschreitung um mehr als 0,3 % des Gesamteinkommens auf Jahresbasis der Verteilernetzbetreiber für die Verteilung von Erdgas in der wallonischen Region.

In den Schlussfolgerungen des in Absatz 1 erwähnten Berichts schlägt die CWaPE vor, bei Nichteinhaltung des Leitwertes den Unterstützungsmechanismus für die Einspeisungsanlagen beim Bau neuer Anlagen anzupassen.

## KAPITEL II — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms*

**Art. 3** - Artikel 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 30. November 2006 über die Förderung des mittels erneuerbarer Energiequellen oder Kraft/Wärme-Kopplung erzeugten Stroms, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. November 2015, wird um die Ziffer 22 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"22° "Gütezeichen zur Herkunftsgarantie Gas aus EEQ, kurz "GHG Gas aus EEQ": Gütezeichen mit Herkunftsgarantie, die von der CWaPE gewährt werden für Gas aus erneuerbaren Energiequellen, das in der Wallonischen Region erzeugt und in das Verteiler- oder Transportnetz für Erdgas eingespeist wird in Anwendung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 über die Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen."

**Art. 4** - Artikel 15 § 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Dezember 2007, wird durch zwei Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Unter Beachtung Bestimmungen von Artikel 15<sup>decies</sup> kann der Grünstromerzeuger, der Erdgas als Brennstoff für seine fossil befeuerte KWK-Anlage über einen Anschluss an ein Verteiler- oder Transportnetz für Erdgas nutzt, GHG Gas aus EEQ aus Produktionseinheiten, die Gas aus EEQ erzeugen und dieses in die Verteiler- oder Transportnetze der wallonischen Region einspeisen, nutzen, um einen Erteilungssatz von zusätzlichen grünen Zertifikaten zu erhalten, in dem die Umwelleistung des Gases aus erneuerbaren Quellen berücksichtigt wird.

Das Verfahren für die Nutzung von GHG Gas aus EEQ wird von der CWaPE gemäß den Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 über die Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen auf ihren Webseiten veröffentlicht.“

**Art. 5** - In denselben Erlass wird ein Artikel 15<sup>décies</sup> mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 15<sup>décies</sup> - § 1. Falls ein Grünstromerzeuger der Sparte Kraft/Wärme-Kopplung aus fossilen Quellen, der im Rahmen des in dem vorliegenden Erlass definierten Mechanismus gefördert wird, GHG Gas aus EEQ nutzen möchte, um für seinen Produktionsstandort in den Genuss eines Erteilungssatzes von zusätzlichen grünen Zertifikaten zu gelangen, ist das Recht, zusätzliche grüne Zertifikate zu erhalten, davon abhängig, ob die Verwaltung vorab eine Antragsakte zur Reservierung von zusätzlichen grünen Zertifikaten genehmigt, die von dem in Artikel 15 § 3 Absatz 3 erwähnten Erzeuger von Gas aus erneuerbaren Quellen, der ein Mandat zur Vertretung des Grünstromerzeugers besitzt, nach dem in Artikel 15 § 1bis Absatz 2 festgelegten Verfahren eingereicht wird.

Die Genehmigung des Antrags durch die Verwaltung unterliegt der Bedingung, dass Lieferverträge mit einem Gütezeichen zur Herkunftsgarantie Gas aus EEQ zwischen dem Erzeuger von Gas aus erneuerbaren Quellen und einem oder mehreren Grünstromerzeugern abgeschlossen werden. Damit der im vorliegenden Artikel festgelegte zusätzliche Erzeugungssatz gewährt werden kann, sind diese Verträge abzuschließen für eine Mindestdauer von zwei Jahren, ausgedrückt als ein Vielfaches von vollständigen Jahren.

Die Verwaltung erstellt das Verfahren für das Einreichen dieser Anträge auf Reservierung von zusätzlichen grünen Zertifikaten und veröffentlicht es auf ihren Webseiten.

Die Verwaltung bearbeitet die Antragsakte zur Reservierung nach dem in Artikel 15 § 1bis festgelegten Verfahren. Das für die Erzeugung von Biogas von der Verwaltung für die Reservierung von zusätzlichen grünen Zertifikaten zu berücksichtigende Volumen wird in Anhang 8 festgelegt.

Die Reservierung von grünen Zertifikaten wird von der Verwaltung für einen Zeitraum von höchstens 20 Jahren gewährt und dies, solange der Erzeuger von Gas aus EEQ einen Vertrag mit einem Grünstromerzeuger vorweisen kann.

§ 2. Die Berechnung der grünen Zertifikate, die der fossil befeuerte KWK-Anlage zugeteilt werden, die in den Genuss der Reservierung von zusätzlichen grünen Zertifikaten gelangt, erfolgt für den Saldo der Zuteilungsdauer unter Anwendung folgender Formel:

Gewährte grüne Zertifikate =  $E_{enp} * \min(\text{Obergrenze}; \text{EGZ, ursprüngliche Regelung} + \text{EGZ, zusätzlich})$

wobei

1°  $E_{enp}$  = erzeugte elektrische Energie (Netto), ausgedrückt in MWh;

2° EGZ, ursprüngliche Regelung: der anwendbare Erteilungssatz nach der ursprünglichen Regelung der fossil befeuerten KWK-Anlage;

3° EGZ, zusätzlich: Erteilungssatz zusätzlicher grüner Zertifikate, bestimmt nach der von der Wallonischen Regierung auf Vorschlag der CWaPE genehmigten Methode, unter Zugrundelegung der Umwelleistung des Gases aus erneuerbaren Quellen nach dem genutzten GHG Gas aus EEQ, des Anteils des ersetzten Brennstoffs der Anlage zur Erzeugung von Grünstrom und den Marktbedingungen;

4° Obergrenze: in Artikel 38 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts festgelegte Obergrenze des Erteilungssatzes. Die Summe der beiden Erteilungssätze, d.h. der Gesamtsatz, der der Anlage zur Erzeugung von Grünstrom gewährt wird, darf die in Artikel 38 festgelegte Obergrenze des Erteilungssatzes nicht übersteigen.“

KAPITEL III — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 über die Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen*

**Art. 6** - In Artikel 10 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010 über die Bescheinigungen und Gütezeichen zur Herkunftsgarantie für die Gase aus erneuerbaren Quellen wird die Wortfolge “pro eingespeiste MWh” durch die Wortfolge “pro eingespeiste MWh, ausgedrückt als oberer Heizwert”.

**Art. 7** - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 29. März 2018

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

W. BORSUS

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen

J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/201989]

29 MAART 2018. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt en het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling en het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 betreffende de certificaten en labels van garantie van oorsprong voor gassen uit hernieuwbare bronnen**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, inzonderheid op de artikelen 37, § 1, 38 en 43, gewijzigd de decreten van 4 oktober 2007, 27 maart 2014 en 11 maart 2016;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, de artikelen 32, 33<sup>quater</sup> tot 36<sup>ies</sup>, 34 en 36, gewijzigd bij de decreten van 17 juli 2008 en 21 mei 2015;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt,

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 betreffende de certificaten en labels van garantie van oorsprong voor gassen uit hernieuwbare bronnen;

Gelet op het besluit van de Commissie van 20 december 2011 betreffende de toepassing van artikel 106, § 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen;

Gelet op het advies nr. CD-16f16-CWaPE-1592 van de CWaPE, gegeven op 21 juni 2016;

Gelet op het advies 59.913/4 van de Raad van State, gegeven op 5 oktober 2016, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt*

**Artikel 1.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 30 maart 2006 betreffende de openbare dienstverplichtingen op de gasmarkt, gewijzigd bij het besluit van 24 september 2015, wordt aangevuld met punt 13<sup>o</sup>, luidend als volgt :

"13<sup>o</sup> labels van garantie van oorsprong voor gassen hernieuwbare energiebronnen, afgekort "LGO-labels gas HEB": labels van garantie van oorsprong die door de CWaPE toegekend worden voor de gassen uit hernieuwbare energiebronnen die in het Waalse Gewest geproduceerd en geïnjecteerd worden op het aardgasdistributie- of transmissienet, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 betreffende de certificaten en labels van garantie van oorsprong voor gassen uit hernieuwbare bronnen."

**Art. 2.** Hoofdstuk III van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een afdeling 4, die de artikelen *29quater*, *29quinquies*, *29sexies* en *29septies* omvat, luidend als volgt :

"Afdeling 4. Bescherming van het leefmilieu

Art. *29ter*. De distributienetbeheerder installeert en exploiteert een cabine voor de injectie van gas uit hernieuwbare energiebronnen, hierna gas uit HEB genoemd, op verzoek van de producent van dit gas. Deze cabine omvat minstens een installatie voor kwaliteitscontrole, ontspanning, odorisatie, meting, en injectie. Deze cabine dient uitsluitend tot de injectie van gas uit HEB.

De distributienetbeheerder stelt, ter hoogte van de cabine, de gegevens van de kwaliteitscontrole en de meting ter beschikking van de producent van dit gas. De producent van gas uit HEB stelt de gegevens van de kwaliteitscontrole en van de meting van het gas uit HEB dat hij produceert, ter beschikking van de transmissienetbeheerder ter hoogte van zijn controlepunt.

Op verzoek van de producent dient de distributienetbeheerder, in voorkomend geval in samenwerking met de transmissienetbeheerder, een offerte in voor een compressie-installatie, als ze technisch gezien mogelijk is, naar een hogedruknet, waarbij de overtollige hoeveelheid van gas uit HEB geïnjecteerd in een lagedruknet geabsorbeerd kan worden, wanneer het op dit lagedruknet geschatte verbruik onvoldoende is om de door de producent voorziene injecties mogelijk te maken.

De distributienetbeheerder berekent de kosten :

1<sup>o</sup> van de exploitatie, met inbegrip van de eventuele operationele kosten gebonden aan de compressie naar een hogedruknet, door aan de producent op basis van een periodiek tarief dat vooraf door de CWaPE goedgekeurd is;

2<sup>o</sup> van de installatie van de cabine, aan het geheel van de verbruikers.

Art. *29quater*. Op basis van de technische capaciteiten en van het plaatselijke verbruik van zijn net stelt de distributienetbeheerder een aansluitingscontract voor de injectie van gas uit HEB aan de producent van bedoeld gas voor.

Het in het eerste lid bedoelde contract omvat minstens :

1<sup>o</sup> de productiecapaciteit van de installatie alsook het jaarlijkse productievolume van gas uit HEB dat door de producent geschat wordt;

2<sup>o</sup> het drukniveau van het gas uit HEB bij de ingang van de injectiecabine en zijn minimale waarde gewaarborgd door de producent;

3<sup>o</sup> een schatting door de distributienetbeheerder van de uurvolumes die vanaf het injectiepunt van de producent geïnjecteerd kunnen worden;

4<sup>o</sup> de kenmerken van het geproduceerde gas uit HEB alsook de frequenties en analysewijzen;

5<sup>o</sup> een beschrijving van de verwachte input en van het productieproces van het gas uit HEB;

6<sup>o</sup> de verwijzing naar een positieve lijst van toegelaten input uit technisch oogpunt alsook hun maximale toegelaten verhouding in het mengsel van input. Deze lijst van input kan gegrond worden op een referentielijst die aan het geheel van de netbeheerders gemeen is en die goedgekeurd wordt door de Minister na advies van de CWaPE en van het "Comité Transversal Biomasse". Bij gebrek aan een dergelijke referentielijst wordt de lijst van de in het contract vermelde input tussen de netbeheerder en de producent van Gas uit HEB vastgesteld. Naar gelang van sommige bijzondere configuraties van het net kan de netbeheerder ook mits motivering afwijken van de referentielijst;

7<sup>o</sup> de communicatiemodaliteiten tussen de producent en de distributienetbeheerder wat betreft de niet-injectieperiodes van de producent van gas uit HEB en de niet-beschikbaarheid van het net;

8<sup>o</sup> de aansluitingskosten, met inbegrip van de eventuele kosten gebonden aan de compressie naar een hogedruknet.

Elke wijziging van het productieproces, elke input die niet vermeld wordt in de hierboven bedoelde positieve lijst alsook elke overschrijding van de maximale toegelaten verhouding moet vooraf door de producent meegedeeld worden aan de netbeheerder en de CWaPE en moet het voorwerp uitmaken van een wijziging van het contract. Bij gebrek aan voorafgaandelijke kennisgeving kan de distributienetbeheerder de injectie opschorten tot de wijziging van het contract.

Het model van contract wordt ter goedkeuring aan de CWaPE voorgelegd. De contracten die met dit model overeenstemmen en die tussen de partijen werkelijk gesloten zijn, worden ter informatie aan de Administratie en aan de CWaPE betekend.

Art. 29<sup>quinquies</sup>. Elke producent die gas uit HEB injecteert, bezorgt de CWaPE uiterlijk op 15 februari van elk boekjaar de jaarlijkse balans van het vorige jaar en de financiële toestand van het bedrijf, die de informatie betreffende de productie van gas uit HEB van het vorige jaar en de exploitatie- en investeringskosten omvat. In overleg met de Administratie bepaalt de CWaPE het formaat en de inhoud van dit verslag.

Art. 29<sup>sexies</sup>. De producent waarborgt de kwaliteit van het gas uit HEB dat hij in het net wenst te injecteren. De kwaliteit van het gas uit HEB dat met het oog op zijn injectie geproduceerd wordt, is gelijk aan of hoger dan de door Synergrid vastgestelde voorschriften betreffende de minimale kwaliteit van het gas uit HEB die door de CWaPE goedgekeurd en bekendgemaakt worden.

Art. 29<sup>septies</sup>. Uiterlijk op 30 juni van elk boekjaar richt de CWaPE een jaarlijks verslag betreffende de ontwikkeling van de projecten m.b.t. de injectie van gas uit HEB voor het vorige jaar aan de Regering.

Het in het eerste lid bedoelde verslag :

1° integreert het ontwikkelingspotentieel van injectie-eenheden naar gelang van de capaciteit van de distributie- en transmissienetten;

2° onderzoekt het markt-evenwicht in het licht van de volgende richtwaarde :

de totale kosten voor de installatie van injectiecabinen van gas uit HEB leidt niet tot een overschrijding van meer dan 0,3 % van het totaal inkomen op jaarlijkse basis van de distributienetbeheerders, voor de distributie van aardgas in het Waalse Gewest.

In de conclusies van het in het eerste lid bedoelde verslag stelt de CWaPE in geval van niet-naleving van de richtwaarde een aanpassing van het mechanisme voor ondersteuning aan de injectiecabinen voor de toekomstige installaties voor.”.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling*

**Art. 3.** Artikel 2 van het besluit van de Waalse Regering van 30 november 2006 tot bevordering van de groene elektriciteit uit hernieuwbare energiebronnen of uit warmtekrachtkoppeling, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 26 november 2015, wordt aangevuld met een punt 22°, luidend als volgt :

“22° labels van garantie van oorsprong voor gassen hernieuwbare energiebronnen, afgekort “LGO-labels gas uit HEB”: labels van garantie van oorsprong die door de CWaPE toegekend worden voor de gassen uit hernieuwbare energiebronnen die in het Waalse Gewest geproduceerd en geïnjecteerd worden op het net voor de distributie of het vervoer van aardgas, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 betreffende de certificaten en labels van garantie van oorsprong voor gassen uit hernieuwbare bronnen.”.

**Art. 4.** Artikel 15, § 3, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 december 2007, wordt aangevuld met twee leden, luidend als volgt:

“Met inachtneming van de in artikel 15<sup>decies</sup> bedoelde bepalingen kan de producent van groene elektriciteit die aardgas als brandstof gebruikt voor zijn installatie voor fossiele warmtekrachtkoppeling via een aansluiting op het aardgasdistributie- of transmissienet, LGO-labels gas uit HEB gebruiken die afkomstig zijn van productie-eenheden van gas uit HEB die op de distributie- en transmissienetten in het Waalse Gewest injecteren om in aanmerking te komen voor een toekenningspercentage van bijkomende groene certificaten rekening houdende met de milieuprestatie van het gas uit HEB. De procedure betreffende het gebruik van LGO gas uit HEB wordt door de CWaPE op haar website bekendgemaakt overeenkomstig de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 betreffende de certificaten en labels van garantie van oorsprong voor gassen uit hernieuwbare bronnen.”.

**Art. 5.** In hetzelfde besluit wordt een artikel 15<sup>decies</sup> ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 15<sup>decies</sup>. § 1. Wanneer een producent van groene elektriciteit van het warmtekrachtkoppelingskanaal die in dit besluit bedoelde ondersteuningsmechanisme geniet, LGO gas uit HEB wenst te gebruiken om in aanmerking te komen voor een toekenningspercentage van bijkomende groene certificaten voor zijn productiesite, wordt het recht om de bijkomende groene certificaten te ontvangen onderworpen aan de voorafgaande aanvaarding door de administratie van een dossier betreffende de aanvraag tot reservering van bijkomende groene certificaten ingediend door de producent van gas uit HEB bedoeld in artikel 15, § 3, derde lid, die over een volmacht van vertegenwoordiging van de producent van groene elektriciteit beschikt, volgens de in artikel 15, § 1bis, tweede lid, bedoelde procedure.

De aanvaarding van de aanvraag door de administratie hangt af van het sluiten van contracten voor levering van labels van garantie van oorsprong voor gassen uit HEB tussen de producent van gas uit HEB en één of meerdere producenten van groene elektriciteit. Om in aanmerking te komen voor het bijkomende toekenningspercentage bepaald in dit artikel worden die contracten voor een minimale duur van twee jaar uitgedrukt in veelvoud van volledige jaren gesloten.

De administratie stelt de procedure voor de indiening van die aanvraag tot reservering van bijkomende groene certificaten vast en maakt ze op haar website bekend.

De administratie behandelt het dossier betreffende de reserveringsaanvraag volgens de in artikel 15, § 1bis, bedoelde procedure. Bijlage 8 voor het biogaskanaal bepaalt de enveloppe die de administratie in aanmerking moet nemen voor de reservering van bijkomende groene certificaten.

De reservering van de groene certificaten wordt voor maximum 20 jaar door de administratie toegekend, en dit, zolang de producent van gas uit HEB gedekt wordt door een contract met een producent van groene elektriciteit.

§ 2. De berekening van de groene certificaten toegekend aan de installatie voor fossiele warmtekrachtkoppeling die de reservering van de bijkomende certificaten geniet, vindt, voor het saldo van de toekenningsduur, plaats volgens de volgende formule:

Toegekende groene certificaten = Eenp \* min (plafond; tCV, oorspronkelijke regeling + tCV, bijkomend)  
waarin

1° Eenp = elektrische geproduceerde netto-energie uitgedrukt in MWu;

2° tCV, oorspronkelijke regeling : toekenningspercentage dat volgens de oorspronkelijke regeling van de installatie voor warmtekrachtkoppeling van toepassing is;

3° tCV, bijkomend : toekenningspercentage van bijkomende groene certificaten bepaald volgens de methodologie goedgekeurd door de Waalse Regering op voorstel van de CWaPE, op basis van de milieuprestatie van het gas uit HEB afgenomen van de gebruikte LGO-labels gas uit HEB, de fractie van de vervangen brandstof van de installatie voor de productie van groene elektriciteit en de marktvoorwaarden;



4° plafond : het maximum toekenningspercentage bepaald bij artikel 38 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt. De som van beide percentages, namelijk het globale percentage dat de installatie voor de productie van groene elektriciteit geniet, mag niet hoger zijn dan het plafond van het in artikel 38 bepaalde toekenningspercentage.

HOOFDSTUK III. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 betreffende de certificaten en labels van garantie van oorsprong voor gassen uit hernieuwbare bronnen*

**Art. 6.** In artikel 10 van het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010 betreffende de certificaten en labels van garantie van oorsprong voor gassen uit hernieuwbare bronnen worden de woorden "per geïnjecteerd MWu" vervangen door de woorden "per geïnjecteerd MWu uitgedrukt in bovenste verbrandingswaarde".

**Art. 7.** De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 29 maart 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,  
J.-L. CRUCKE

## BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

### BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/30872]

**29 MAART 2018.** — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een toelage van maximaal 300.000,00 EUR aan de gemeente Jette in het kader van haar gemeentelijk reglement betreffende de forfaitaire schadevergoeding van handelaars waarvan de activiteit op een uitzonderlijke wijze werd belemmerd door de gewestelijke werf in uitvoering op het Koningin Astridplein

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de artikelen 39 en 108 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 6, 1ste §, VI, 1°, en X, eerste lid, 1° en 8°, en het artikel 20 van de speciale wet op de institutionele hervormingen van 8 augustus 1980;

Gelet op de artikel 8, 1ste lid van de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gelet op de artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle;

Gelet op de ordonnantie van 15 december 2017 houdende de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2018;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 23 januari 2018;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 21 maart 2018;

Overwegende dat de beheersovereenkomst van de MIVB voor de periode 2013-2017 de realisatie voorziet van een nieuwe tramlijn 9 tussen Simonis en het noordoosten van Jette, evenals de inrichting van gevel tot gevel van de publieke ruimte van het Gewest;

Overwegende dat er binnen het kader van dit project werd voorzien om ter hoogte van het Astridplein in eerste instantie een ondergrondse parking aan te leggen en in een tweede fase de publieke ruimte eraan te leggen;

Overwegende dat dit gedeelte van de werf op zich uitzonderlijk is door de duur van de werkzaamheden, waarvan de eerste fase anderhalf jaar tijd in beslag neemt en de tweede fase zes maanden;

Dat de eerste fase van start is gegaan in mei 2016, en dat, om de negatieve effecten van de werf op de wijk zoveel mogelijk in te perken, de ondergrondse parking gebruiksklaar diende te zijn in december 2017 om vanaf het begin van de tweede fase in januari 2018 de afschaffing van de bovengrondse parkeerplaatsen die deze tweede fase met zich meebrengt te compenseren;

### REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/30872]

**29 MARS 2018.** — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale octroyant une subvention de 300.000,00 EUR au maximum à la Commune de Jette dans le cadre de son règlement communal relatif à l'indemnisation forfaitaire des commerçants dont l'activité a été affectée de manière exceptionnelle par le chantier régional mené place reine Astrid

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu les articles 39 et 108 de la Constitution;

Vu l'article 6, § 1<sup>er</sup>, VI, 1°, et X, alinéa 1<sup>er</sup>, 1° et 8°, et l'article 20 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980;

Vu l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises;

Vu les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle;

Vu l'ordonnance du 15 décembre 2017 contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2018;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 23 janvier 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 21 mars 2018;

Considérant que le contrat de gestion de la STIB pour la période 2013-2017 prévoit la réalisation d'une nouvelle ligne de tram 9 entre Simonis et le nord-est de Jette, ainsi que le réaménagement de l'espace public de façade à façade à charge de la Région;

Considérant que, dans le cadre de ce projet, il a été prévu, à hauteur de la place Reine Astrid, dans un premier temps, d'aménager un parking souterrain et, dans un second temps, de réaménager la place publique;

Considérant que cette partie du chantier est à elle seule exceptionnelle par sa durée, la première phase nécessitant un an et demi de travail et la seconde six mois;

Que la première phase a débuté en mai 2016 et que, pour limiter autant que possible les incidences négatives du chantier sur le quartier, le parking souterrain devait être utilisable en décembre 2017 afin de permettre, dès le démarrage de la seconde phase en janvier 2018, de compenser la suppression des places de stationnement en surface qu'implique cette seconde phase;